TERMINALES ES/L – HISTOIRE - PLANS DÉTAILLÉS

Question 4.7

**Gouverner la France depuis 1946**

*De la reconstruction à la globalisation, l’État en France s’est-il adapté aux mutations économiques et sociétales ?*

**I. 1946 – 1982 GOUVERNER LA FRANCE A L’HEURE DE L’ÉTAT PROVIDENCE.**

*Comment l’État en France s’est-il imposé à partir de la fin de la Seconde Guerre mondial comme le principal garant de l’équilibre socio-économique de la nation ?*

**1. Le renforcement du rôle de l’État-administrateur.**

1°) Gouverner la France « en toute connaissance de cause », avec un corps de fonctionnaires de haute expertise.

* Grandes écoles ENA (Strasbourg), ENM (Bordeaux), ENS (Lyon et Paris), Polytechnique (Saclay)
* Institutions de mesures et de contrôle : INED, INSEE, DATAR (1963), ORTF (1964), CNIL (1970’), CSA

2°) Le renforcement de l’exécutif au sein des institutions et de l’administration au sein de la nation.

* Instabilité gouvernementale de la IVe République renforce le poids de l’administration
* Ve République (1958) président pivot des institutions (SU direct, Referendum, dissolution, art.16)
* 3 millions de fonctionnaires, dont 1,2 éducation nale, pdts souvent issus de l’ENA ou des grands corps

**2. Le renforcement du poids de l’État-patron et de l’État-partenaire social.**

1°) Servir l’ambition idéologique d’une démocratie sociale : la mise en place de l’État-Providence.

* CNSS (1945), héritage du CNR de Jean MOULIN, HLM, SMIG (1950) et SMIC (1970), IVG (1975).
* Nationalisations (SNCF, Air France, houillères), EDF-GDF, CEA (Atome), autoroutes
* Accords de Grenelle (1968), majorité à 18 ans, collège unique (1976)

2°) Servir un idéal keynésien de relance par la consommation : les mesures socialistes de 1980’.

* Nationalisations de banques (Crédit Lyonnais), assurance (Paribas), industries (Suez)
* État reste inspirateur de lois sociétales (Abolition de la peine de mort, législation contre le racisme)

**TRANSITION :** La politique de relance est un échec : désormais l’État qui a décolonisé (1956-162) et s’est inséré dans la CEE (1957) doit trouver un nouveau point d’équilibre dans un contexte libéral qui lui est défavorable.

**II. 1982 – 2017 GOUVERNER LA FRANCE ENTRE DÉCENTRALISATION ET DE GLOBALISATION.**

*La « crise des gilets jaunes » (depuis novembre 2018) illustre la défiance très grande des citoyens à l’égard de leurs dirigeants, élus ou fonctionnaires : comment comprendre cette défaillance de gouvernance au pays des Jacobins ?*

**1. Décentraliser pour rapprocher l’administration des administrés : une gouvernance nouvelle ?**

1°) Motivations et mécanismes de la décentralisation : articuler démocratie nationale et locale

* Idéal socialiste démocratie locale Lois DEFFERRE (1982-1983), fonction publique territoriale (1984)
* Régions élues (1986), collectivités territoriales acteurs aménagement + politique sociale (RMI, RSA)

2°) Confrontation entre décentralisation et ordo-libéralisme : l’affaiblissement de l’État.

* Les transferts insuffisants de l’État vers les collectivités entraînent une hausse des impôts locaux
* Baisse des budgets de la culture, de la Ville, gel des pensions et des traitements, hausse de la TVA, baisse des allocations, généralisation des CDD et du temps partiel, travailleurs pauvres…
* C’est la fin de l’État-providence. MAIS l’UE (1992) et l’€ (2002) ne compensent pas = désarroi.

**2. Gouverner la France à l’heure du complotisme et des populismes : la trahison des élites ?**

1°) La montée des populismes en France et la paupérisation croissance de la population.

* Montée en puissance du FN / RN de Marine LE PEN = droitisation du débat (Immigration, sécurité)
* Montée en puissance du LFI haine des riches, discours radical, audience chez les jeunes (*Millenials*)
* Michelle TRIBALAT *Assimilation. La fin du modèle français*, 2013, pointe une gouvernance en crise

2°) Les fractures françaises : marginalisation, peur de l’immigration, haine des riches…

* Christophe GUILLUY *Fractures françaises*, 2010, « white flight » marginalization de la province
* Hakim EL KAROUI, *La lutte des âges. Comment les retraités ont pris le pouvoir*, 2013, marginalisation des jeunes moins nombreux et qui votent moins. Retraités favorables aux politiques d’inflation 0%
* Thibault MUZERGUES, *La quadrature des classes. Comment de nouvelles classes sociales bouleversent les systèmes de partis en Occident.* , 2018, recomposition sociétale en quatre classes

**Conclusion**

Les dernières années voient apparaître de nouvelles logiques : irruption de nouveaux acteurs (MACRON, « gilets jaunes », populismes de gauche et de droite). Mais il n’y a pas de projet national ou européen nouveau.